

AFRIQUE DU NORD
AFRIQUE DE L'EST & DU DANEMARK 4

CHINE ET
HAÏTI 3,5

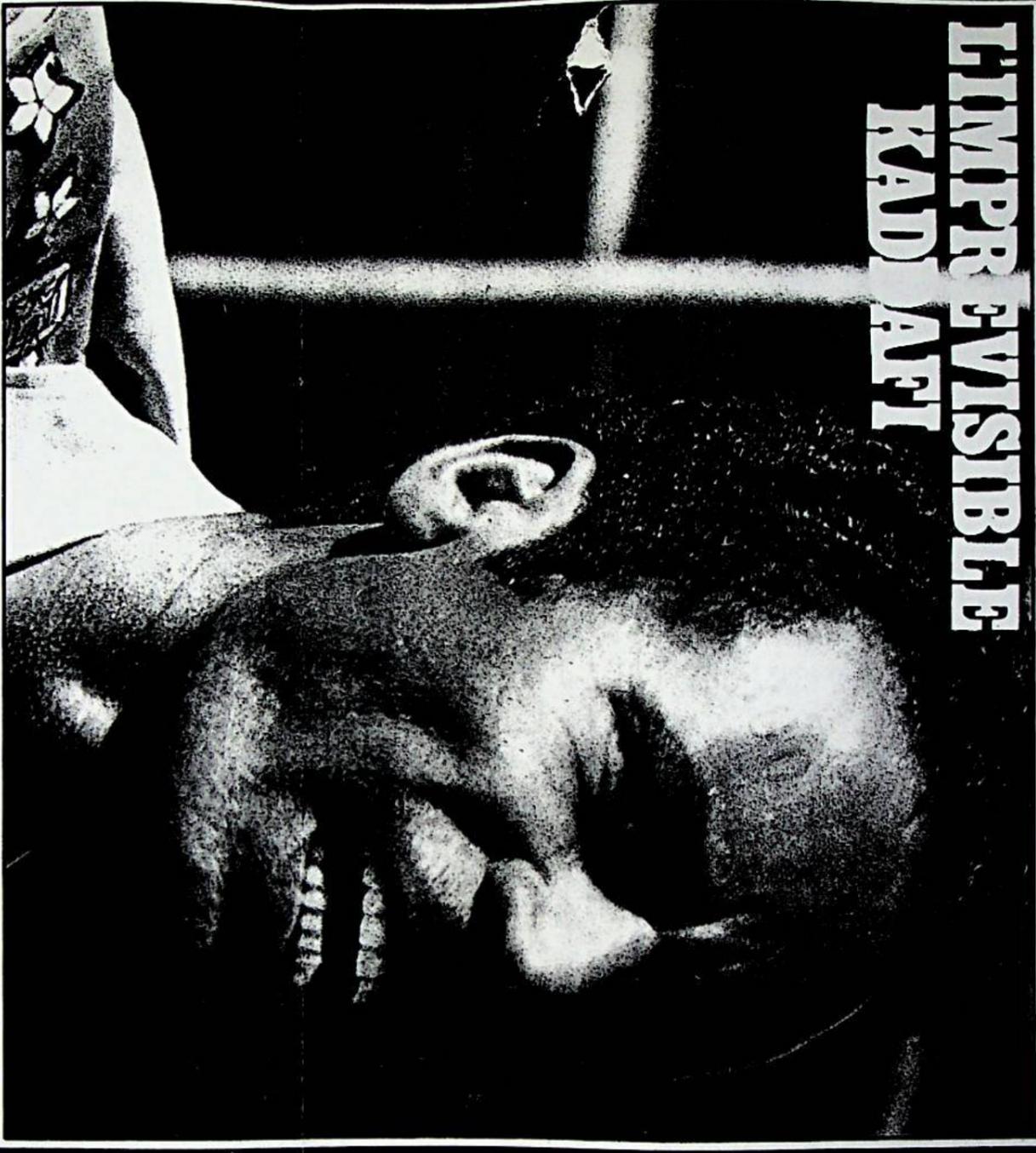
MALIS 300

TURQUIE 4

Jeunesse africaine

Le mouvement jeunesse africain est en pleine expansion. Il est devenu un acteur incontournable de la scène internationale. Ses revendications sont de plus en plus audacieuses et ses actions de plus en plus spectaculaires. Ce mouvement est le reflet de la jeunesse africaine qui cherche à s'affirmer sur la scène internationale.

L'IMPREVISIBLE KADDAFI



Muammar Kadhafi, dirigeant de la révolution libyenne.

L'IMPREVISIBLE KADDAFI

par Guy Sifon

Mouammar El Kaddafi est attaqué par le monde entier ou presque. Que lui veut-on ? Qu'a-t-il fait ? Qui est-il ? Notre enquête conclut : c'est, en tout cas, un homme qu'il faut prendre au sérieux. Et pas seulement parce que son pays, la Libye, est riche.

C'est l'ennemi public n° 1. L'Occident a toujours besoin d'un Arabe pour remplir cette fonction. Il y a quinze ans, c'était Gamel Abdel Nasser, aujourd'hui, c'est Mouammar El Kaddafi. Exactement les mêmes critiques, éventuellement les mêmes injures ont été successivement appliquées aux deux hommes : inflation verbale, absence totale de sens de la réalité, réactionnaire bourgeois, fanatisme religieux. Deux différences cependant : Nasser a bénéficié au début d'une certaine sympathie. Kaddafi, jamais. Mais, surtout, les agressions verbales contre Kaddafi ne viennent pas seulement des Occidentaux, mais aussi d'un certain nombre de milieux arabes. Une telle hostilité est troublante. Le deuxième anniversaire de la révolution offre l'occasion de faire le point.

D'abord le pétrole, car beaucoup en Libye s'explique par le pétrole. Le 2 avril 1971 fut signé le fameux accord de Tripoli entre les grandes compagnies et le gouvernement révolutionnaire libyen. Un dirigeant d'une de ces compagnies déclarait ce jour-là : « Ce furent les négociations les plus dures qu'ait connues l'histoire mouvementée de l'industrie pétrolière internationale. » C'était le plus bel hommage qu'on pût rendre au colonel Kaddafi et à ses camarades. Jusqu'à cette nuit du 31 août 1969 où les officiers libres s'emparèrent d'un pouvoir qui avait pour seule fonction de leur résister, la Libye était une gigantesque pompe où l'Europe se fournissait en pétrole à bas prix. L'année du coup d'Etat, ce désert était devenu le quatrième pays producteur du monde après les Etats-Unis, l'URSS, le Venezuela et avant l'Iran. (Si le colonel Kaddafi l'avait voulu, en 1971, la Libye aurait dépassé le Venezuela.) Et toute cette formidable puissance énergétique était entre les mains d'Idriss, le vieillard, qui, raconte-t-on,

disait en montrant les soldats anglais « le jour où le dernier d'entre eux quittera la Libye, je partirai avec lui ». En 1971, Kaddafi a obtenu qu'avec une production stagnante les revenus pétroliers passent de 650 milliards à 1 170 milliards d'anciens francs. C'est énorme pour la Libye mais pas pour les acheteurs. Du moins, et cela on ne peut le lui contester, a-t-il fait la preuve qu'il défendait les intérêts de son pays, et non ceux de ses adversaires. Le nationalisme se traduisait ainsi en réalité.

Reste à savoir ce que signifie le nationalisme en Libye. Moins de deux millions d'habitants, 95 % de désert, une souveraineté octroyée artificiellement par les Anglais, est-ce une nation ? Les Libyens, pas plus que les autres, n'en sont persuadés. La première proclamation des révolutionnaires, le 1^{er} septembre 1969, annonçait déjà : « Nous sommes favorables à une éventuelle intégration de la Libye dans le Maghreb uni, si c'est un premier pas vers l'unité arabe. »

Vers l'Orient arabe

C'est une bien étrange nation que celle qui prévient le jour même de son accession à une souveraineté réelle qu'elle est disposée à se fondre dans un ensemble. Dans ses conversations avec Nasser, Kaddafi disait : « Il faut mettre fin à cette frontière stupide tracée à la règle entre nos deux pays. » La frontière entre le Canada et les Etats-Unis est tout aussi rectiligne et nul ne songe, pour l'instant, à la juger stupide. Aucun des pays nord-africains n'estime non plus négligeable l'existence de ses frontières. Mais la contradiction entre ce qu'est la Libye et ce qu'est une nation est trop profonde pour ne pas être l'une des préoccupations principales des dirigeants.

Dans quel ensemble doit se fondre

la Libye ? Tout indique que l'alternative entre l'Orient arabe et le Maghreb est à la base des divergences parmi les dirigeants libyens. Le colonel Kaddafi lui-même ne cache pas ses sentiments. « C'est vers l'Orient arabe, dit-il, que me portent ma raison et mon cœur. » Joliment exprimé, ce choix est vraisemblablement la source des principales purges qu'a déjà connues la révolution libyenne.

Le 7 décembre 1969, soit trois mois à peine après le coup d'Etat, deux des principaux dirigeants, les lieutenants-colonels Adam el Hawaz et Moussa Ahmed, qui occupaient les postes clefs de la Défense et de l'Intérieur, étaient limogés. Accusés de complot contre la sûreté de l'Etat, ils furent condamnés à mort puis graciés. Il se trouve qu'ils furent éliminés au lendemain d'un voyage au Caire du colonel Kaddafi qui avait proposé à Nasser une union entre les deux pays. Ces deux officiers furent inquiets de la précipitation du président du Conseil de la Révolution à se diriger dans une voie qu'ils condamnaient et qui n'était pas conforme à la politique initiale des révolutionnaires, plus maghrébine qu'orientale.

Par la suite, les remaniements ministériels importants semblèrent coïncider avec de nouveaux rapprochements égypto-libyens. Pour mettre fin à l'ambiguïté maghrébine, le colonel Kaddafi proclame : « Il n'existe ni Maghreb arabe ni Machrek arabe, mais une nation arabe qui œuvre pour son unité de l'Atlantique au golfe Arabe. » « Puisqu'il n'existe pas de Maghreb », le gouvernement libyen mit fin à sa participation aux organismes communs maghrébins, et tout en entretenant des relations cordiales avec l'Algérie et la Tunisie il entama un processus qui devait le mener, le 1^{er} septembre, à la création de la Fédération des Républiques arabes avec



Le colonel Kaddafi. Un nationalisme arabe et musulman.

ferma tranquillement son dossier. « Laissons tomber ces papiers, dit-il, je n'y crois pas. Que dit-on chez toi dans les rues de Khartoum, Nemeiri ? Je le sais. On dit que le Soudan a beaucoup de terres en friche. L'Egypte ne cherche qu'à envoyer ses paysans chez vous.

— Oh ! vous savez, monsieur le Président, ce sont des réactionnaires qui tiennent ces propos.

— Et chez toi, Kaddafi, que dit-on ? On dit que la Libye a beaucoup d'argent et que l'Egypte cherche à le lui prendre.

— Qu'ils osent me le dire à moi ! répond Kaddafi.

— Ce n'est pas la question, conclut Nasser. L'essentiel, c'est que tant que l'opinion en sera là, il ne faut pas parler d'unité arabe. Allons lentement. »

Il est vrai que l'opposition à la présence égyptienne ne se manifeste pas seulement au sommet comme nous l'avons vu. Les Egyptiens au Yémen et en Syrie n'ont jamais camouflé le sentiment qu'ils avaient de leur supériorité vis-à-vis des autres peuples arabes. En Libye, ce comportement hautain indispose et finit par exaspérer. Des affiches pour l'unité arabe sont souvent lacérées clandestinement. Les Egyptiens sont, décidément, les Arabes les plus intelligents, les plus séduisants, les plus vertueux, tant qu'ils restent loin, c'est-à-dire chez eux.

Ils le savent, mais même s'ils voulaient renoncer à leur rôle, ils n'en resteraient pas moins les plus puissants.

Sous Idriss, les étudiants manifestaient à Tripoli au cri de « pauvres et pieds nus mais avec Nasser ». Aujourd'hui que l'unification avec l'Egypte n'est plus un vague idéal mais un projet précis les choses se présentent différemment.

L'enrichissement du pays par le pétrole commence à se traduire dans la vie quotidienne. Le salaire minimal a été doublé le jour de la révolution ce que n'avait évidemment pu

la République arabe unie et la Syrie. La coopération entre l'Egypte et la Libye ne s'arrête pas aux déclarations et aux traités. Elle se traduit sur le terrain. Un bataillon libyen veille sur le canal de Suez et trois bataillons égyptiens sont stationnés en Libye. Le colonel Kaddafi a déclaré que des milliers de Libyens s'entraînaient en Egypte. On sait qu'un grand nombre d'officiers égyptiens encadrent l'armée libyenne qui est passée en deux ans de 7 000 à plus de 15 000 hommes et qui n'a cessé de se renforcer en matériel moderne.

L'assistance technique de l'Egypte n'a pas seulement un caractère militaire. Des médecins, des enseignants, des

administrateurs, des techniciens égyptiens viennent répondre aux besoins en cadres de la Libye. Anouar As-Sadate n'oublie pas les déboires de Nasser en Syrie et au Yémen et ne veut pas se précipiter inconsidérément. Nasser s'en était expliqué franchement avec le Soudanais Nemeiri et avec Kaddafi.

La Fédération

Les trois hommes étaient en train de commenter des textes préparés par leurs ministres des Affaires étrangères sur une union rapide entre les trois pays. Nasser joua d'abord le jeu puis, en plein milieu de la discussion, re-

→ faire ni Nasser ni Nemeiri lorsqu'ils prirent le pouvoir. Dans la Libye « socialiste » la corruption est éliminée. C'est encore un point important à l'actif de Kaddafi, mais dans les villes le niveau de vie s'est accru considérablement. Les salaires sont au moins équivalents à ceux pratiqués en Europe : une dactylo touche 1 300 francs français, un mécanicien 1 700, un vendeur de magasin 780. La Libye est le pays le plus motorisé d'Afrique. Renoncer à de tels avantages pour tomber au niveau de vie égyptien est une perspective peu alléchante.

Mais pour Kaddafi, la Fédération des Républiques arabes n'est plus seulement une étape vers un idéal sacré : elle est aussi une assurance contre un coup d'Etat dont, malgré son jeune âge et son romantisme, il se sait être menacé au moins autant que tout le monde.

Un article du traité qui a donné naissance à la Fédération prévoit que si la sécurité de l'Etat est menacée chez l'un des membres, les autres peuvent intervenir même s'il n'est pas fait appel à eux. Cette garantie a déjà joué en faveur de Nemeiri au Soudan et a favorisé le carnage anticommuniste de Khartoum. Kaddafi était intervenu alors de façon décisive. Si un jour une intervention militaire égyptienne devait jouer « en sa faveur », il est vraisemblable que le destin de la Libye et celui de l'Egypte en seraient sérieusement affectés.

Le patron, c'est lui

Pour l'instant Kaddafi tient solidement son siège de président du Conseil du commandement de la Révolution. Il a éliminé tous ceux qui mettaient des obstacles à la mise en œuvre de sa politique et il est le chef incontesté. Ses détracteurs qui croient pouvoir le mépriser et le ridiculiser oublient qu'à moins de trente ans il a déjà une carrière qui ne prête pas à sourire.

Toutes les informations dont nous disposons confirment que le groupe arrivé au pouvoir le 1^{er} septembre 1969 s'était constitué dès le lycée. Elèves, ils ont participé aux manifestations contre Idriss. Puis ils se sont engagés ensemble avec l'intention de prendre le pouvoir. A l'académie militaire de Benghazi, ils constituent le comité des officiers libres, à l'image des révolutionnaires égyptiens huit ans avant le coup d'Etat.

Pour maintenir le secret et le projet durant une si longue période, il fallait des qualités qu'on ne rencontre pas

souvent. Le groupe est volontairement resté peu nombreux, ce fut une condition de secret. Il s'imposa des règles de rigide austérité qu'ils respectèrent sans défaillance, au milieu de la curée à laquelle se livrait la classe dirigeante — officiers compris — dans la Libye d'Idriss. Ce fut la condition de la continuité du projet.

Enfin ils réussirent à renverser un pouvoir qui avait constitué contre eux une police bien plus puissante que l'armée, la « Cyrenaican Defence corps », sans verser le sang, en déjouant les services de renseignement non seulement libyen, ce qui n'est pas décisif, mais britannique, américain et surtout ceux des compagnies pétrolières. Aucune de ces grandes puissances n'a encore compris comment elle avait pu « se faire avoir ». Ceci est l'œuvre du groupe tout entier. Quel est le rôle personnel de Kaddafi ? Dès l'origine, il fut considéré comme le premier. Non seulement par sa rigueur (elle n'est pas toujours perceptible à vingt ans) mais aussi par ses qualités intellectuelles. Sa thèse sur la stratégie militaire en est un exemple, sa licence d'histoire en est un autre. Celui que ses adversaires décrivent comme « un officier primate » est en réalité — ce n'est pas complètement négligeable — un brillant universitaire.

Lorsque la révolution éclata, le Conseil de la Révolution voulut rester complètement anonyme : pas un nom ne fut prononcé, les communications diplomatiques étaient signées « Conseil de la Révolution » et, comme le nota « Jeune Afrique » à l'époque, « pour la première fois les grandes puissances durent reconnaître un gouvernement dont elles ne connaissent pas un seul membre ». Puis, on sut quelle était la constitution du Conseil de la Révolution, organe suprême qui domine le gouvernement, et on découvrit le nom de son président : Mouammar El Kaddafi. Le héros sortait de l'ombre. Ses premiers pas sur la scène internationale ne furent pas très brillants. Il ignorait tout. Même Nasser, qui avait pour lui une grande affection, s'en amusait : « Il me rappelle ma jeunesse. » Mais quel garçon de 27 ans qui a passé sa jeunesse dans un pays féodal, dans l'angoisse et la dissimulation, projeté brutalement au fauteuil d'une conférence internationale, face à des chefs d'Etat expérimentés qui l'observent comme un monstre, quel homme à la place de Kaddafi se serait comporté mieux que lui ?

On sait du moins qu'il a agi avec plus

de clairvoyance et de détermination que les membres de son groupe puisqu'il s'est imposé à eux et a éliminé ceux qui le menaçaient. En un mot, il a gagné. On sait aussi que le patron en Libye, c'est lui et personne d'autre. On sait enfin qu'il a engagé la Libye dans une voie conforme à sa propre pensée, celle du nationalisme arabe et musulman.

Nationalisme arabe

Les preuves de son nationalisme, Kaddafi les a données dès son arrivée au pouvoir par l'élimination des bases militaires anglaises et américaines. Il a suffi qu'il le demande pour que ces grandes puissances, sans résister, sans protester, sans même exprimer la moindre réserve, plient bagages. Moins de dix ans auparavant les Français avaient tué des milliers de Tunisiens à Bizerte, qui avaient bien moins d'importance stratégique que Weelus Field pour les Américains : le rapport de force se détériore vite entre les deux mondes.

Puis Kaddafi fait en sorte que la Libye soit aux Libyens, ce qui n'est pas une revendication exorbitante. En juillet 1970, il confisque les terres, les biens immobiliers, les fonds de commerce, les patentes, les cabinets professionnels appartenant à des étrangers qui contrôlaient une bonne partie de l'activité du pays. Désormais les étrangers n'ont plus le droit d'installer des entreprises industrielles et commerciales, ils ne peuvent que s'associer à des Libyens, à part minoritaire. En revanche, il permet aux travailleurs tunisiens et égyptiens, attirés par les hauts salaires, de s'installer en Libye. Car le nationalisme de Kaddafi est un nationalisme arabe.

C'est d'abord l'union avec l'Egypte. C'est ensuite le soutien bruyant aux résistants palestiniens. « Je mets à votre disposition tout ce que nous possédons pour assurer la libération de la Palestine. » Quand on sait ce que la Libye possède, on se demande ce qui va se passer : un chèque de 250 000 dollars au nom du Fath (45 minutes de pétrole). Par la suite, l'aide libyenne a été plus considérable, mais jamais énorme. Ce n'est pas seulement avarice de la part de Kaddafi, mais aussi volonté d'orienter la résistance palestinienne vers l'unité. C'est alors seulement qu'il fera des efforts sérieux. C'est son nationalisme arabe qui explique aussi son comportement à l'égard du Tchad voisin. Le gouvernement de M. Tombalbaye, qui de-

mande l'assistance de l'impérialisme pour écraser la révolte nationaliste des Arabes du Nord, est pour lui l'ennemi modèle. Il aide, sans compter cette fois, le Frolinat et utilisera sûrement tous les moyens pour l'emporter. Mais l'ennemi est plus coriace qu'il ne paraît. C'est aussi un certain romantisme révolutionnaire qui le pousse. Il est difficile d'expliquer autrement que par cette part de romantisme le cri de joie qu'il a poussé avant d'apprendre que le coup d'Etat avait avorté au Maroc. Les coutumes diplomatiques exigeaient plus de circonspection, mais Kaddafi ne veut pas les apprendre. Il veut « renouveler la gloire et la vigueur de l'arabisme » et tous les chemins qui mènent à ce but doivent être empruntés. L'obstacle principal est l'impérialisme, il veut le combattre sur toutes ses formes.

La seule issue

Comment expliquer alors le soutien à Nemeiri qui fit balancer au bout d'une longue corde « les forces qui luttent de la façon la plus cohérente contre l'impérialisme » (agence Tass). Dans le camp anti-impérialiste, au Soudan, Kaddafi a fait son choix. Nemeiri est son allié parce qu'il est selon lui, le nationaliste le plus conséquent alors que les communistes ont un lien ombilical avec une grande puissance, étrangère à la région, qui pourrait, un jour,

être non plus une alliée, mais un nouvel impérialisme. C'est ainsi que Kaddafi tout en considérant l'URSS « comme le meilleur ami des Arabes » réclame le départ des flottes américaine et soviétique de Méditerranée.

Le pire des défauts des communistes, pour Kaddafi, n'est pas tant leur lien avec l'URSS que leur athéisme : « Notre socialisme, dit-il, est basé sur l'islam et les traditions arabes, et non sur le marxisme et le léninisme. » Le Coran est la loi des lois, l'islam, la foi des fois, hors de là, point de salut. Ce n'est pas par hasard si le premier révolutionnaire arabe à tenir ce langage de « compagnon du prophète » est un Libyen, né sur une route désertique à mi-chemin de Tripoli et de Benghazi. Dans ce pays où près du tiers de la population est encore nomade ou semi-nomade, où les rares villes étaient, il y a deux ans, les centres de la mainmise étrangère sur le pays et de la corruption, l'islam peut légitimement apparaître comme le refuge de la pureté nationale. C'est la base de l'anticommunisme de Kaddafi. Il l'a poussé jusqu'à l'horreur en faisant à Nemeiri « cadeau » des chefs de la Révolution soudanaise. C'est une position qui n'est pas facile à défendre. Elle est du moins cohérente. L'islam est partout présent, dans son bureau garni de nombreux exemplaires du Coran, dans sa vie privée — il en sera bientôt, dit-on, à son troi-

sième mariage —, dans la rue, où l'on lutte contre les hippies, « jeunes efféminés qui dévient de la religion et de la virilité ».

Anticommuniste, Kaddafi n'est pas non plus très « démocrate ». Il a préféré désigner un mini-Parlement que de le faire élire, car, dit-il, « il faut lutter contre l'influence monarchique qui survit dans les esprits ». S'il avait été démocrate, il n'aurait sûrement pas été révolutionnaire et son refus de se livrer à une mascarade de consultation électorale a du moins le mérite de la franchise.

Après deux années mouvementées de pouvoir, on ne peut juger l'œuvre économique de Kaddafi, en dehors de sa lutte contre les impérialistes. Les plans sont ambitieux et s'ils étaient mis en application, la Libye se transformerait rapidement. Pour l'instant, les crédits inscrits au budget, pour les investissements agricoles et industriels, sont rarement dépensés intégralement. Il a de l'argent mais il n'y a pas d'hommes.

« La révolution a besoin de chacun des dollars que lui apporte le pétrole », dit Kaddafi. « Pour l'instant beaucoup de ces dollars dorment dans les banques européennes où il se dévaluent tranquillement. Or le pétrole n'est pas éternel. » Mais la Libye est-elle éternelle ? Son intégration dans un grand ensemble n'est-elle pas pour elle la seule issue ?



LE COLONEL KADDAFI ET LE PRÉSIDENT AS-SADATE.
« Notre socialisme est basé sur l'islam et les traditions arabes,
et non sur le marxisme-léninisme. »

AFRIQUE

OUA

Dialogue de sourds

Après la mise en minorité, lors du sommet de l'O.U.A., en juin dernier, des partisans du « dialogue » avec l'Afrique du Sud dont il est le principal avocat, le gouvernement ivoirien semble vouloir « boudier » l'organisation continentale.

En effet, sur les dix membres du « Comité des Sages » de l'O.U.A., convoqués le 24 août dernier à Kinshasa, en vue d'apporter une contribution à la recherche de la paix au Moyen-Orient, un seul manquait : la Côte-d'Ivoire. Cette absence fut d'autant plus remarquable que le choix de ce dernier pays visait vraisemblablement à éviter, sinon une véritable cassure au sein de l'O.U.A., du moins l'isolement de la Côte-d'Ivoire. A sa décharge, le gouvernement d'Abidjan pourrait invoquer un certain nombre de motifs. Décidé à consacrer l'année 1971 au « travail et à la réflexion » et exception faite de deux courtes visites, l'une en mai à Ouagadougou pour la réunion des chefs d'Etat membres du Conseil de l'Entente, et l'autre en juillet dernier à Monrovia pour les funérailles du président Tubman, le chef de l'Etat ivoirien n'a pratiquement pas quitté son pays au cours des derniers mois. A cet argument, on pourrait rétorquer que trois des pays membres du « Comité des Sages » ont délégué dans la capitale congolaise, à défaut de

de leur chef d'Etat, leur ministre des Affaires étrangères. En fait, comme il l'a laissé entendre à son homologue mauritanien Mokhtar Ould Daddah, en juillet dernier à Abidjan, le président Houphouët Boigny ne croit guère à l'utilité de la mission du « Comité des Sages ». L'initiative serait, selon lui, « puérite et sans objet », car les quatre grands étant responsables du drame qui se joue au Moyen-Orient, sont seuls habilités à y mettre fin. M. Houphouët Boigny estime, en conséquence, que la démarche de l'O.U.A. risque de ridiculiser l'Afrique.

M. Mokhtar Ould Daddah, président en exercice de l'O.U.A. ne partage naturellement pas ce point de vue. Le président mauritanien est, au contraire, un adversaire farouche et déterminé de tout scepticisme. Pour lui, quels que soient les aléas et les difficultés, tout est une question de foi. Ne déclarait-il pas à *Jeune Afrique*, lors du dernier sommet de l'O.U.A. : « Ce que les peuples veulent, Dieu le veut. » Convaincu que, selon ses propres termes, « l'avenir appartient à ceux qui ont la foi », Mokhtar Ould Daddah pense donc, au contraire de son homologue ivoirien, que quel que soit l'actuel rapport des forces, l'Afrique doit présenter à la face du monde le visage d'un continent jeune assumant ses responsabilités sur l'échiquier mondial, a fortiori lorsque le problème abordé concerne la libération d'un territoire africain — l'Egypte — occupé par des forces étrangères. Les deux



LE PRÉSIDENT HOUPHOUËT-BOIGNY ET LE PRÉSIDENT MOKHTAR OULD DADDAH, COTE A COTE EN 1966, DURANT LES FÊTES DE L'ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA COTE-D'IVOIRE.

tendances sont, on le voit, fort éloignées car, beaucoup plus qu'une analyse différente sur l'opportunité de la démarche du Comité des Sages de

l'O.U.A., c'est l'idée même que l'un et l'autre se fait de l'Afrique et de son rôle dans le monde qui est totalement divergente. ■

SUD SAHARA

COLONIES PORTUGAISES

Nouveaux problèmes pour Lisbonne

« Etouffer dans l'œuf » une volonté d'indépendance est une entreprise difficile, hasardeuse et coûteuse. Les Etats-Unis d'Amérique, avec toutes leurs forces humaines, économiques et militaires en savent quelque chose... Notamment avec le

Sud-Est asiatique. Les Portugais, cependant, semblent minimiser la foi qui encourage et entretient un mouvement de libération. En fait, il n'en est rien. Le gouvernement de Lisbonne se réorganise parallèlement à l'évolution de la situation dans ses « provinces d'Afrique ». En effet, le district de Tete, au Mozambique, vient d'être placé sous un commandement unique. Le géné-

Pisciculture. La zone littorale de la Somalie qui s'étend sur 3 000 kilomètres constitue non seulement une attraction touristique unique en son genre, mais offre aussi un vaste champ d'activité à l'exploitation piscicole. Cinq usines de conserve (dont quatre appartenant au secteur privé) échelonnées le long de la côte septentrionale se spécialisent dans le conditionnement du thon, des sardines et du maquereau. Les projets de développement que l'on envisage porteraient sur la langouste en conserve, et sur une prime d'encouragement aux coopératives des pêcheurs en vue d'intensifier la pêche en haute mer.

La nouvelle usine de conserve à Las-Kory dont la construction a coûté 6 millions de shellings somaliens, est à coup sûr la plus grande et la mieux équipée de toute l'Afrique orientale. Il s'agit d'une entreprise gouvernementale gérée par le Ministère des Travaux publics. Son programme de fabrication annuelle, assez diversifié, comprend 8 millions de boîtes de thon, 460 tonnes de poisson en poudre, 100 tonnes d'huile pour usage industriel, 33 tonnes d'huile de table de foie de crequin. D'autres variétés de gros gibier marin sont actuellement l'objet d'étude en vue de leur exploitation. Rappelons seulement que la saison de pêche le long du littoral somalien se limite à 8 mois dans l'année.

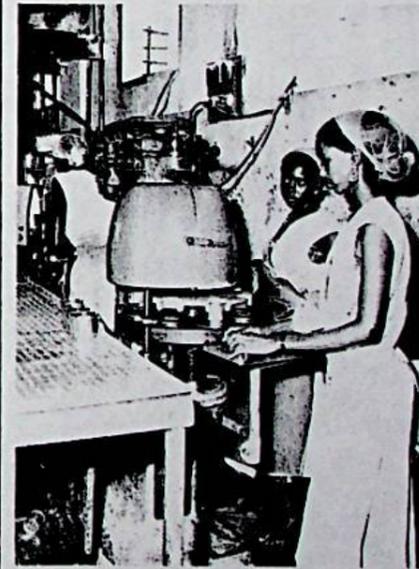


Les Somaliens hommes et femmes sont appelés constamment à participer à l'effort continu du gouvernement pour améliorer le niveau de chaque citoyen.

L'industrie sucrière. Implantée par une société italienne en 1919, l'industrie sucrière est une des plus importantes de la Somalie et totalise une production annuelle de 43 000 tonnes.

La première usine construite à Jowhar, non loin de Mogadishu, avait au départ une production de 30 tonnes de sucre par jour. Pour faire face à la demande croissante des marchés internes une nouvelle usine a été installée il y a quelques années près de l'emplacement de la première. Partiellement utilisée pour l'emmagasinage du sucre raffiné, l'ancienne usine a été équipée d'une distillerie pour traiter les résidus de la mélasse. Sa production d'alcool de 3 200 000 litres par an est presque entièrement destinée à l'exportation, à part quelque 800 000 litres vendus sur les marchés internes.

Etatisée en 1970, l'ancienne société italienne est maintenant connue sous le nom de « National Society for Agriculture ».



Dans une usine de conserve de viande. Grâce à la richesse animale, la Somalie a livré en 1970 à divers marchés européens...

Nationalisation des entreprises. Devant la carence des sociétés à but lucratif, le gouvernement issu de la Révolution s'est vu dans l'obligation de nationaliser un certain nombre d'entreprises clés : la compagnie d'éclairage électrique, la raffinerie de sucre, les filiales des banques étrangères et d'autres organismes afin de « s'assurer que les fruits du pays reviennent à ses nationaux », comme l'a proclamé le Général Mohamed Siad Barre.

Ces sociétés réalisaient des bénéfices annuels très importants, mais au lieu de pourvoir à leur autofinancement, elles faisaient fuir leurs fonds de réserve. Voilà une des raisons majeures pour lesquelles la Somalie a dû faire appel aux institutions monétaires de l'étranger pour assurer son développement économique.

Les entreprises actuellement étatisées sont l'objet d'un contrôle sévère afin de prévenir les malversations et de réduire les frais généraux.

Dans la mesure du possible, les cadres supérieurs et moyens étrangers ont été remplacés par des Somaliens d'origine et, dans ce reclassement, le gouvernement a établi un nouveau barème de salaires afin de comprimer les frais. Il s'en est suivi une réduction correspondante, par voie d'autorité, des loyers, des loisirs, des transports afin d'enrayer l'inflation.



... un million de boîtes de viande en conserve, notamment sous forme de saucisses, de boudins et de viandes congelés.

SOMALIE